

20220505 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/40296/je-prefererais-aller-au-college-plutot-que-rester-ici-a-lest-de-paris-300-personnes-dont-des-familles-survivent-dans-un-camp>
[Grand angle](#)



Près de 300 personnes tentent de survivre dans un camp informel à Pantin, en Seine-Saint-Denis. Crédit : Utopia 56

"Je préférerais aller au collège plutôt que rester ici" : à l'est de Paris, 300 personnes dont des familles survivent dans un camp

Par [Khosraw Mani](#) [Marlène Panara](#) Publié le : 05/05/2022

D'une dizaine de personnes en janvier dernier, elles sont près de 300 aujourd'hui à vivre dans ce camp informel situé à Pantin, en banlieue parisienne. À l'intérieur des petites tentes, vivent en très grande majorité des demandeurs d'asile afghans, sans aucune ressource. Ils survivent aux côtés de plusieurs familles, à la rue depuis des mois.

Une odeur de feu de bois embaume soudain l'atmosphère. En cette fin d'après-midi, un petit groupe de jeunes attise la flamme d'un barbecue usé, au milieu des abris de fortune. Une fois les braises rouges, l'un d'eux pose une grande théière noire sur le grill. C'est l'heure du thé. Depuis plusieurs mois, ce rituel émaille le quotidien des quelque 300 personnes installées dans ce camp informel de Pantin, à l'est de Paris. Originaires d'Afghanistan pour la plupart, ces demandeurs d'asile ont passé l'hiver dans cet espace coincé entre la façade d'un hôtel, un mur de béton et une clôture en grillage, avec pour seul toit au-dessus de la tête, une toile de tente.

"Les premiers arrivants sont venus ici en janvier", explique Nicolas Laureau, du collectif "Pantin Solidaire", qui effectue des maraudes dans le camp. "Les premiers jours, il n'y avait que six tentes. Aujourd'hui, il y en a près de 200". Aucune mise à l'abri n'est prévue malgré l'interdiction des "points de fixation" (de campements informels) voulue par le gouvernement français. Alors les occupants survivent comme ils peuvent, dépendant souvent de la générosité des habitants du quartier qui se relaient pour apporter des repas, des couvertures...



La majorité des occupants sont originaires d'Afghanistan. Mais ces dernières semaines, des exilés iraniens et irakiens sont venus eux aussi s'installer dans le camp. Crédit : InfoMigrants

Arsalan*, 30 ans, vit là depuis trois semaines. Ce camp francilien est l'ultime étape de son parcours d'exil, entamé en 2014. Cette année-là, le jeune homme quitte l'Afghanistan pour le Pakistan. Puis il traverse l'Iran, s'installe quelques mois en Turquie pour ensuite rejoindre la Bulgarie, porte d'entrée du continent européen. Il y passera 42 jours, en prison. "Après ça, j'ai fui pour la Hongrie. Là-bas, je vivais dans le métro", raconte-t-il en français, en triturant une feuille de papier. En 2015, il atteint finalement l'Allemagne, où il demande l'asile. Au bout de deux ans d'attente, il reçoit enfin la réponse des autorités : "négatif".

D'où son départ pour la France, où il débarque en 2017. Depuis son arrivée, Arsalan alterne entre abris de fortune, canapés et chambres d'amis, ou hôtels affectés par le 115. Mais depuis six mois, il n'a plus rien. "J'ai passé tout l'hiver dans la rue, sans rien. Enfin, avec ça, quand même", souffle-t-il en pointant à l'intérieur de sa tente une couette, un drap et un petit oreiller. Vivre ici, était "la seule option" qu'il lui restait. "Mais c'est dur. Parfois, je me dis que la prison en Bulgarie, c'était plus facile. J'ai l'impression de vivre comme un chien". À la fin de son récit, de minuscules morceaux de papier jonchent la petite planche de carton, à l'entrée de sa tente.

"Pour les enfants, c'est une catastrophe"

Depuis quelques semaines, Arsalan a pour "voisins" Sana et Abdelaziz, un couple de Marocains originaires de Tanger. Deux autres tentes sont postées à côté de la leur : celles de leurs quatre enfants, âgés de 17, 15, 14 et 2 ans. Tous ont quitté leur pays pour l'enclave espagnole de Ceuta. Après une traversée en mer de 14h dont Abdelaziz préfère ne pas se souvenir, la famille a posé le pied en Espagne puis a rejoint la France, le 3 mars 2019.



Arsalan est sur la route de l'exil depuis 2014. Depuis six mois, le jeune homme est à la rue. Crédit : InfoMigrants

Trois ans plus tard, le quotidien est toujours aussi difficile. "Au Maroc, je travaillais dans le bâtiment. Quand j'ai voulu faire la même chose ici, je me suis rendu compte que c'était impossible. Sans papiers, personne ne veut de vous", raconte Abdelaziz. Trouver un toit pour sa femme et ses enfants relève aussi du parcours du combattant. "J'appelle le 115 tous les jours, il n'y a jamais de place. On me dit toujours 'rappelez plus tard'. Et puis, rien".

Seule lueur d'espoir pour Sana et son mari, la scolarisation de leurs trois premiers enfants, malgré les déplacements incessants dans toute l'Ile-de-France pour trouver un toit. L'aîné se rend tous les jours dans son lycée de Boissy-Saint-Léger, à 25 km de Pantin. Les deux autres adolescents, dont Douaa, sont inscrits dans un collège à Marolles-en-Brie, à plus de 30 km. En fin de journée, à Pantin, elle promène sa petite sœur Aya en poussette dans les allées du campement, emmitoufflée dans sa doudoune rose. Cette semaine, pas d'école, ce sont les vacances. "Mais je n'aime pas trop ça en fait. Je préfère aller au collège, être en classe avec mes amis plutôt que de rester ici. J'ai hâte d'être à la rentrée".

Son plus grand frère n'est toujours pas rentré, alors que la journée se termine. Mais son père Abdelaziz n'est pas inquiet. L'après-midi, "il va voir des copains, il joue au foot, ailleurs. Et puis il peut recharger son ordinateur pour faire ses devoirs. Ici, c'est impossible. C'est une catastrophe pour les enfants".

L'exil après un viol

Un peu plus loin, tout au fond du campement vivent d'autres familles. Elles occupent un espace bien délimité, où la végétation d'orties et de mauvaises herbes semble reprendre ses droits. Karima*, 47 ans, se déplace difficilement entre les tentes. Son genou gauche est soutenu par une attelle. "Il s'est cassé sur la route vers l'Europe. J'ai voulu le soigner mais il n'y a plus grand-chose à faire", explique-t-elle.



Karima vit avec son fils de 18 ans et d'autres familles tout au fond du camp de Pantin. Crédit : InfoMigrants

Si sa fracture est bien visible, cette mère de famille afghane cache en fait une blessure plus profonde. Il y a huit ans, alors qu'elle travaillait dans un hôpital psychiatrique de Kaboul, elle a été violée par un des directeurs de l'établissement. À l'époque, elle a souhaité porter plainte. Mais les liens de son violeur avec les autorités du pays l'en ont dissuadé. Se sentant menacée, elle a quitté le pays, avec l'un de ses fils.

Au bout d'un long chemin vers l'Europe, Karima s'est installée en Suède, et a demandé l'asile. Comme Arsalan, les trois ans d'attente ont débouché sur un refus. Alors la jeune femme a pris la route pour la seconde fois, direction la France. Mais là aussi, la demande d'asile lui a été refusée. Karima est aujourd'hui en recours, et a passé un entretien avec l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) il y a deux mois.

>> **À (re)lire :** [La France accueille-t-elle de la même manière les Ukrainiens et les Afghans, comme l'affirme Macron ?](#)

Après plusieurs années à chercher une protection, Karima est complètement épuisée. Elle souffre aujourd'hui de divers troubles psychologiques, qui rendent son quotidien encore plus difficile. "Je ne dors pas la nuit, et je suis toujours en colère, je fais des crises. Souvent, mon fils ne comprend pas pourquoi je me mets dans cet état. Mais il est très patient avec moi. Il me dit : 'Je sais que tu es malade maman, je reste avec toi'", raconte-t-elle en essuyant ses larmes avec son foulard coloré.

"Dans les hôtels, dans la rue ou ici dans le campement, on est toujours forcé d'être ensemble, alors il doit supporter mes angoisses. En Suède, au moins, je pouvais m'isoler. J'allais dans la forêt et je criais de toutes mes forces".

**Les prénoms ont été modifiés.*